



République Française

Mairie DE LASSY

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION RC

MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
SALLES D'ACTIVITÉS
EN CONSTRUCTION MODULAIRE
OU A OSSATURE BOIS
À VOCATIONS SPORTIVES ET ASSOCIATIVES

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PASSE SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

Articles R. 2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique

(Version 2.1)

Date de remise des offres 02/09/2025 à 12h00

Sommaire

ARTICLE 1 - MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2.1 - OBJET DU MARCHÉ ET PROCÉDURE.....	3
ARTICLE 2.2 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPÉRATION.....	3
ARTICLE 2.3 - ÉLÉMENTS ESSENTIELS DU PROGRAMME.....	3
ARTICLE 2.4 - CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION.....	3
ARTICLE 2.5 - MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	3
ARTICLE 2.6 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	3
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3.1 - CONTENU DU DOSSIER.....	3
ARTICLE 3.2 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER.....	3
ARTICLE 3.3 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
ARTICLE 4.1 - FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT.....	4
ARTICLE 4.2 - CONDITIONS PROPRES AUX CANDIDATURES EN GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 4.2.1 - FORME DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 4.2.2 - EXIGENCES QUANT AU MANDATAIRE.....	4
ARTICLE 4.2.3 - CANDIDATURES MULTIPLES.....	4
ARTICLE 4.2.4 - RECOURS À LA SOUS-TRAITANCE ET AUX CAPACITÉS D'AUTRES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	4
ARTICLE 4.3 - CAPACITÉS JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 4.3.1 - EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE.....	4
ARTICLE 5 - COMPOSITION ET TRANSMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	5
ARTICLE 5.1 - DOSSIER DE CANDIDATURE.....	5
ARTICLE 5.2 - MODALITÉS DE DÉPÔT DES CANDIDATURES.....	5
ARTICLE 5.2.1 - TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE.....	5
ARTICLE 5.3 - DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES.....	5
ARTICLE 5.4 - CANDIDATURE INCOMPLÈTE.....	5
ARTICLE 5.5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	5
ARTICLE 6 - ANALYSE DES OFFRES ET NÉGOCIATIONS.....	5
ARTICLE 6.1 - ARTICLE 8.1 – CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	5
ARTICLE 6.2 - NÉGOCIATIONS.....	6
ARTICLE 7 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	6
ARTICLE 8 - RECOURS.....	6

Suivi du document

Modification du document	Version	Date	Auteur
Document diffusé	2.0	20/06/2025	Commune de Lassy (35)
Correction des numéros d'articles Corrections articles 2.1, 2.4, 3.2, 3.4, 4.3, 5.1, 5.3, 6, 6.1, 6.2	2.1	24/05/2025	Commune de Lassy (35)

ARTICLE 1 - MAÎTRISE D'OUVRAGE

**Mairie de Lassy(35)
Rue de la Mairie
35580 Lassy**

Tel: 02 99 42 03 33

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Article 2.1 - Objet du marché et procédure

La présente consultation vise à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre, pour la construction de salles d'activités en construction modulaires ou à ossature bois, et à vocations sportive et associatives.

Le marché est passé selon une procédure adaptée restreinte en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique (CCP).

Article 2.2 - Caractéristiques principales de l'opération

L'opération porte sur une construction neuve en structure modulaire ou en ossature bois.

Article 2.3 - Eléments essentiels du programme

Cf le dossier programme (DP).

Article 2.4 - Calendrier prévisionnel de l'opération

Le démarrage de la mission du maître d'œuvre est prévu au mois de septembre 2025.

La livraison de l'ouvrage objet de l'opération de travaux est souhaitée pour le mois de septembre 2026.

Article 2.5 - Missions de maîtrise d'œuvre

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du CCP (Loi MOP codifiée).

La mission de maîtrise d'œuvre, dont le contenu est précisé dans le CCTP,.

Article 2.6 - Décomposition en tranches et en lots

Sans objet

Le marché n'est pas décomposé en tranches / tranche ferme

Le marché n'est pas alloti / Lot unique

ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION

Article 3.1 - Contenu du dossier

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le dossier programme (DP)
- le cahier des charges administratives principale (CCAP)
- le cahier des charges techniques principales (CCTP)

NOTA : Le dossier de consultation est susceptible d'évoluer et d'être complété lors de la phase offre.

Article 3.2 - Modification de détail au dossier

Le maître d'ouvrage peut apporter des modifications au dossier de consultation, au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.

Si les modifications portent sur des éléments majeurs, le report de la remise des plis pourra être envisagée.

Article 3.3 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation sur le profil d'acheteur au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

Article 4.1 - Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Article 4.2 - Conditions propres aux candidatures en groupement

Article 4.2.1 - Forme du groupement

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, le groupement devra être sous forme solidaire.

Article 4.2.2 - Exigences quant au mandataire

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement

Article 4.2.3 - Candidatures multiples

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements.

Article 4.2.4 - Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

Article 4.3 - Capacités juridiques, économiques et financières

Les candidats ne doivent pas entrer dans les cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP.

Conformément à l'article R. 2142-12 du CCP, les candidats doivent disposer d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de la maîtrise d'œuvre et présentant un niveau de garanties approprié et suffisant pour la mission de maîtrise d'œuvre objet du marché.

Article 4.3.1 - Expérience professionnelle

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre objet de la consultation.

Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, pour l'appréciation de l'expérience professionnelle, les candidats peuvent faire valoir des références de plus de trois ans, ainsi que des projets en cours de réalisation.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

ARTICLE 5 - COMPOSITION ET TRANSMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Article 5.1 - Dossier de candidature

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats devront produire un dossier complet incluant :

- une lettre de candidature (DC1 ou format libre) établie par le candidat individuel ou le mandataire en cas de groupement, comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres en cas de réponse en groupement.
- Une lettre de candidature par membre du groupement (DC2).
- Un acte d'engagement pour le groupement indiquant la proposition financière (en pourcentage ou en prix fixe), et la décomposition par membres du groupement
- Un tableau synthétique, décrivant les compétences, les moyens et les expériences du candidat individuel ou de chacun des membres du groupement.
- Une présentation de références (lieu de réalisation, nature du programme, maître d'ouvrage, surface de plancher, montant des travaux HT, mission réalisée)
- l'assurance pour les risques professionnels

Article 5.2 - Modalités de dépôt des candidatures

Article 5.2.1 - Transmission électronique

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur sur le site Megalis Bretagne. (<https://marches.megalis.bretagne.bzh>).

Article 5.3 - Date limite de transmission des candidatures

Les candidatures doivent être transmises au plus tard le 02/09/2025 à 12h00

Article 5.4 - Candidature incomplète

En application de l'article R. 2144-2 du CCP, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 15 jours, identique pour tous.

Article 5.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois, à compte de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6 - ANALYSE DES OFFRES ET NÉGOCIATIONS

Conformément à l'article R. 2152-2 du CCP, le maître d'ouvrage pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres en cas d'inexactitude (erreurs dans les calculs, en particulier).

Le maître d'ouvrage peut solliciter des soumissionnaires toutes précisions utiles nécessaires à l'analyse de leurs offres.

Article 6.1 - Article 8.1 – Critères d'attribution

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R.2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3 du CCP, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution suivants :

- Valeur technique, pondérée à 20 %, appréciée selon :
 - les aptitudes de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations : expérience professionnelle des intervenants, complémentarité des profils (10%);

- la qualité de la perception du programme (5%) ;
 - la pertinence de l'organisation et du mode opératoire choisis pour la réalisation de l'ensemble des prestations (5%) ;
- Le prix, pondéré à 80 %, apprécié selon les éléments produits dans l'acte d'engagement ;

Article 6.2 - Négociations

A l'issue du classement initial des offres, le maître d'ouvrage pourra engager le cas échéant engager une négociation avec les trois candidats arrivés en tête.

Les négociations seront réalisées lors de réunions.

Elle peut porter sur l'ensemble de l'offre du soumissionnaire ainsi que sur les conditions techniques, financières, administratives du marché sans remettre en cause son objet, ni modifier substantiellement ses caractéristiques définies dans les documents de consultation.

ARTICLE 7 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage lors de cette procédure sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD). Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la procédure, de permettre au maître d'ouvrage de procéder à l'analyse des candidatures et de communiquer avec les candidats. Les destinataires exclusifs de ces données sont les personnes en charge de la mise en œuvre de la procédure. En aucun cas, le maître d'ouvrage ne peut communiquer ces données à des tiers.

Les données collectées lors du dépôt des candidatures et des offres pourront être conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public de maîtrise d'œuvre objet de la consultation.

ARTICLE 8 - RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes (35)